

Paris-banlieue : une fragmentation organisée

par Laurent Davezies, Urbaniste.

Guy Burgel a prévenu qu'il serait plus méchant vis-à-vis de la région Ile-de-France que vis à vis de Paris. Je vais me permettre de faire l'inverse. Encore que. La version du SDRIF de novembre 2006 est assez étonnante. Un certain nombre de défis, bien réels, y sont avancés. La place de la région dans la mondialisation, le réchauffement climatique, l'environnement, les questions environnementales, l'inégalité, la fragmentation... En revanche on n'y dit pas grand-chose de la situation économique de l'Ile-de-France.

Je suis même très frappé de l'absence quasi totale de diagnostic économique et social. Le seul petit nuage évoqué, dans un ciel décrit comme radieux, se rapporte à notre croissance, qui serait moins marquée que celle des grandes métropoles. Et de citer Londres ou Madrid.

Mais il existe bien d'autres nuages, à commencer par celui de l'emploi qui s'est sérieusement dégradé.

Il croît beaucoup moins vite en Ile-de-France qu'en province. Etonnant, quand est unanimement affirmé que rien ne se passe hors de la métropole. Mais la métropole est bel et bien décevante du point de vue de la création d'emplois et si l'on entend souvent dire que la situation parisienne s'est redressée, c'est tout simplement faux.

L'emploi salarié privé s'est dégradé bien plus nettement dans les années 2000 que dans les années 90. Entre 2002 et 2005, on a perdu 70.000 emplois salariés privés. C'est vrai que l'emploi non salarié a, lui, augmenté, mais ce n'est pas la même chose et cette situation inquiétante se traduit évidemment socialement.

Bref rappel : le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs divisé par le nombre d'actifs. Et le taux marginal de chômage correspond à la variation du nombre de chômeurs sur la variation du nombre d'actifs.

Et bien en Ile-de-France, où, pour 10 actifs supplémentaires, on compte 12 chômeurs de plus, le taux marginal de chômage est de 120 %. Il est de 35 % en province. Et que l'on ne raconte pas que c'est un phénomène métropolitain, non. Il existe des variables nationales, locales et régionales de pilotage.

L'évolution, depuis trois ou quatre ans, est donc extrêmement inquiétante et ni les réactions politiques, ni l'affichage de ces données ne me paraissent très claires.

C'est une habitude, en France, que de nous tenir à l'écart des informations statistiques les plus élémentaires. Je vous mets au défi de trouver des données fines sur le RMI portant sur les années passées. A moins de disposer du code secret de cette sorte de secte qu'est la Banque de données sociales locales... Pourtant, en tant que chercheurs, nous en avons besoin pour construire des modèles d'explication et analyser ce qui pêche dans telle ou telle situation.

Et une grande différence entre la société actuelle et ce qu'ont vécu les populations des siècles précédents, c'est que l'on se détermine politiquement en fonction de l'évolution immédiate du pays, quel que soit l'indicateur. En tant qu'électeur, nous prenons des décisions sur le nombre de morts sur les routes, le nombre de chômeurs, de créations d'emploi... énormément de variables, sur lesquelles nous n'avons aucune perception personnelle. La seule dont nous disposons émane des statistiques. Or, on ne nous les donne pas. Ce problème de transmission de l'information existe évidemment à l'échelle de la région et de la ville.

Venons en à la problématique territoriale. On l'a vu, certaines questions sont le fruit de variables locales. D'autres se posent sur tout le territoire et trouvent leur traduction en Ile-de-France. Lorsque

l'on parle de faire un choix entre l'économie de marché et l'intervention publique, ce n'est ni un choix de région, ni un choix de ville. Et quand ça l'est, c'est pire, parce qu'opérer ces choix seul conduit généralement à de gros ennuis. Pour soi, ou pour les autres.

Dire que la politique urbaine vise à changer la ville pour changer la vie, c'est parfait... dans la mesure où l'on change la vie de ses propres habitants sans toucher celle des autres. Or aujourd'hui, changer la vie des parisiens a beaucoup plus d'impact sur les banlieusards que sur les parisiens, voire des impacts positifs pour les parisiens et franchement négatifs pour les banlieusards.

Nous sommes bien face à une question d'échelle. Tous les documents portant sur la région se plaignent de la fragmentation. Pourtant cette fragmentation est superbement organisée. Le découpage institutionnel, les autonomies des politiques, les légitimités démocratiques des différentes instances... Notre système démocratique - ou de décentralisation à la française - est complexe. L'instance supérieure qu'est l'Etat dit : « Je suis garante de l'intérêt national et général. » En clair : « Vous, élus locaux, en êtes affranchis et ne vous occupez que de vos intérêts particuliers. » Et c'est normal. Pierre Mansat n'a pas été élu par les Franciliens, mais par des Parisiens...

Dans cette poupée russe, où l'entité supérieure se dit garante de l'intérêt général et où celle au-dessous n'est garante que de la cohésion interne, ce qui nous intéresse, c'est justement la cohésion. Par exemple entre les arrondissements parisiens. De récents travaux portant sur la planification économique et sociale des régions montrent qu'en France, il n'existe pas un plan d'aménagement qui précise l'impact d'une réalisation sur l'environnement. Ce n'est pas une accusation contre l'élu, loin de là. Les décisions sont prises dans un système pyramidal de jeu d'intérêts, de responsabilités, conduisant à des dysfonctionnements. Dysfonctionnements économiques et sociaux, territoriaux, de mobilité, lesquels finalement arrangent toutes les institutions.

La Ville de Paris refuse d'assumer sa position centrale. Elle ne veut pas voir une grue, ne veut pas construire de bureaux, ne veut pas jouer le jeu de la densité, refuse, en sus, l'automobile...

La banlieue, elle, se dit que Paris va enfin partager ses emplois avec la première couronne, puis la deuxième. Or cette péri-urbanisation ultra rapide, qui voit s'effondrer les emplois au centre de l'agglomération, a des effets extrêmement graves sur l'accessibilité à l'emploi, singulièrement pour les plus démunis. C'est extraordinairement inquiétant.

Plus de la moitié des actifs vivant dans certains départements mitoyens travaillent à l'extérieur, à Paris pour beaucoup. Il faut prendre la mesure de ce que cela signifie. Un habitant de Marne-la-Vallée qui vise un travail à Paris, accessible par le RER, perd toutes ses chances dès lors que cet emploi est transféré à Saint-Quentin-en-Yvelines.

C'est pourtant ce qui est en train de se passer, avec l'assentiment de toutes les institutions.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est que ces phénomènes ne sont pas perçus. On en parle peu. Je l'ai évoqué, il existe une sorte d'Omerta sur les données. Et je pense que ça arrange tout le monde, quels que soient les pouvoirs politiques en Ile de France. Les seuls qui, finalement, ne s'y retrouvent pas, ce sont les citoyens. Il faut que les experts sortent du bois et parlent des problèmes et des processus qui les ont engendrés. Il faut, surtout, changer ces processus et, peut-être, un jour, changer les institutions.